



PAR COURRIEL

Le 23 juin 2025

**OBJET : Demande d'accès à l'information – décision
N/dossier :84678-01**

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande reçue le 14 mai 2025.

Votre demande vise l'obtention des documents suivants :

(...)

- le nombre de demandes d'aide juridique en immigration ventilé par région, par bureau de traitement, et par année depuis 2021
- Le budget d'opération par bureau d'aide juridique en immigration par année depuis 2021
- La somme du budget total pour l'aide juridique en immigration ventilée par année depuis 2021

(...)

Décision

Nous donnons suite à votre demande. En réponse à votre première demande, nous vous prions de trouver ci-joint un tableau des demandes d'aide juridique (DAJ) en immigration pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2025.

...2



Pour ce qui est de vos demandes relativement au budget pour l'aide juridique en immigration, la Commission des services juridiques ne détient pas de budget détaillé par bureau des centres communautaires juridiques régionaux.

Nous vous précisons que le projet pilote du bureau d'aide juridique en droit de l'immigration à Québec est terminé depuis le 31 mars 2025; il n'y a qu'un seul bureau d'aide juridique en droit de l'immigration et il est situé à Montréal; celui-ci relève du Centre communautaire juridique de Montréal.

Cependant, nous pouvons vous fournir l'information sur les dépenses réelles. Vous trouverez ci-joint un tableau de l'état des charges du bureau d'aide juridique immigration de Montréal pour l'année 2022 à 2025 ainsi que pour le bureau d'aide juridique immigration de Québec pour l'année 2024 et 2025.

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (article 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Veuillez agréer, _____, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(s) original signé

M^e Danielle Mongeon
Secrétaire générale et
Responsable de l'accès à l'information
et de la protection des renseignements personnels

DM/lc

p.j. tableau (2)



Avis de recours en révision

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*)

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la **Commission d'accès à l'information** est la suivante :

QUÉBEC

Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél: 418 528-7741
Téléc: 418 529-3102

MONTRÉAL

Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél: 514 873-4196
Téléc: 514 844-6170

Numéro sans frais
1 888 528-7741

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).



LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

CHAPITRE I

APPLICATION ET INTERPRÉTATION

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents : écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

1982, c. 30, a. 1.

[...]

Demande de 01 - avr. - 2021 à 31 - mars - 2025

Catégorie Immigration

Nombre de demandes traitées

		2021 - 2022	2022 - 2023	2023 - 2024	2024 - 2025	Total
18 Montréal	00 Admin.	1	0	0	0	1
	01 Laval	0	0	1	0	1
	02 Centre-Sud	0	0	2	2	4
	08 Droit criminel	1	0	2	0	3
	09 Maisonneuve-Mercier	0	1	1	3	5
	12 Côte-des-Neiges	0	2	0	0	2
	13 Crémazie	0	1	0	1	2
	15 Sud-Ouest	0	0	1	2	3
	21 Immigration	4 168	10 762	10 834	6 669	32 433
	Total	4 170	10 766	10 841	6 677	32 454
80 Rive-Sud	01 Longueuil	4	10	25	16	55
	02 Châteauguay	1	0	0	0	1
	03 St-Jean-Richelieu	0	2	0	3	5
	05 St-Hyacinthe	9	4	11	13	37
	06 Sorel-Tracy	0	1	0	2	3
	07 Granby	2	2	7	2	13
	08 Salaberry-de-Valleyfield	1	6	4	3	14
	10 Cowansville	4	4	3	0	11
	Total	21	29	50	39	139
81 Saguenay-Lac St-Jean	01 Chicoutimi	3	0	4	1	8
	02 Alma	0	3	13	1	17
	04 Dolbeau-Mistassini	0	0	3	0	3
	06 La Baie	5	0	1	0	6
	07 Jonquière	0	1	2	1	4
	Total	8	4	23	3	38
82 Outaouais	01 Gatineau	34	84	90	69	277
	02 Campbell's Bay	0	0	3	0	3
	03 Maniwaki	0	1	0	1	2
	04 Jeunesse	0	0	0	1	1

		2021 - 2022	2022 - 2023	2023 - 2024	2024 - 2025	Total
82	06 Gatineau	0	0	0	2	2
	07 Gatineau	2	0	0	2	4
	08 Aylmer	0	1	19	5	25
	Total	36	86	112	80	314
84 Estrie	01 Sherbrooke	45	80	70	73	268
	02 Coaticook	0	0	1	0	1
	03 Thetford Mines	3	3	1	0	7
	04 Val-des-Sources	0	1	1	0	2
	05 Lac-Mégantic	0	3	2	3	8
	06 Magog	0	2	1	2	5
	07 Sherbrooke	4	5	1	2	12
	08 Sherbrooke	0	0	0	1	1
	Total	52	94	77	81	304
85 Mauricie-Centre- du-Québec	01 Trois-Rivières	10	11	16	26	63
	02 Shawinigan	4	3	1	0	8
	04 Drummondville	18	18	26	14	76
	05 Victoriaville	5	4	1	1	11
	Total	37	36	44	41	158
86 Laurentides- Lanaudière	01 St-Jérôme	0	14	1	5	20
	02 Joliette	1	1	2	3	7
	03 Mont-Laurier	0	0	2	3	5
	04 Sainte-Thérèse	1	0	0	2	3
	05 Repentigny	1	5	5	3	14
	06 Sainte-Agathe	0	0	0	1	1
	07 Lachute	2	0	0	0	2
	08 St-Eustache	2	0	1	0	3
	10 Terrebonne	0	0	3	3	6
	Total	7	20	14	20	61
87 Québec	01 Charlesbourg	10	21	10	1	42
	02 La Malbaie	0	0	2	5	7
	03 Lévis	5	9	9	17	40

		2021 - 2022	2022 - 2023	2023 - 2024	2024 - 2025	Total
87 Québec	04 Montmagny	0	0	1	0	1
	05 St-Joseph-de-Beauce	0	0	7	1	8
	06 St-Georges-de-Beauce	0	0	0	4	4
	09 Québec	1	0	0	1	2
	11 Centre-Ville	34	56	48	76	214
	12 Immigration	0	0	311	125	436
	Total	50	86	388	230	754
88 Abitibi-Témiscamingue	01 Amos	0	0	0	1	1
	02 Rouyn-Noranda	1	0	0	17	18
	03 Ville-Marie	1	0	0	0	1
	04 Val-d'Or	0	1	9	8	18
	05 La Sarre	0	1	1	0	2
	14 Chibougamau	0	0	1	0	1
	Total	2	2	11	26	41
89 Bas St-Laurent-Gaspésie	01 Rimouski	5	7	2	8	22
	02 New Richmond	0	1	0	1	2
	03 Rivière-du-Loup	0	2	8	8	18
	05 Îles-de-la-Madeleine	0	0	1	0	1
	06 Matane	0	0	3	2	5
	07 Chandler	3	1	1	0	5
	10 Cabano	0	1	1	0	2
	Total	8	12	16	19	55
90 Côte-Nord	01 Sept-Îles	2	1	1	0	4
	02 Baie-Comeau	0	3	4	3	10
	Total	2	4	5	3	14
Total		4 393	11 139	11 581	7 219	34 332

CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE MONTRÉAL

23.

Annexe 3 - suite

ÉTAT DES CHARGES SECTORIELLES - FONCTIONNEMENT (non audité)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2023

	2023 \$	2022 \$
BUREAU D'AIDE JURIDIQUE DROIT DE L'IMMIGRATION		
OPÉRATIONS		
Ameublement et équipement de bureau	909	623
Autres frais administratifs	3 862	5 901
Bibliothèque	396	1 261
Cotisations professionnelles	12 834	11 824
Entretien et réparations	1 011	718
Formation professionnelle	8 418	6 937
Fournitures de bureau et papeterie	26 198	16 666
Frais de déplacement	2 582	775
Frais postaux	917	1 197
Loyer, taxes et permis	296 357	227 339
Services professionnels	772	13 535
Télécommunications	10 336	10 738
Intérêts sur la dette à long terme	11 553	12 409
Amortissement des immobilisations corporelles	74 059	69 447
	450 204	379 370
TRAITEMENTS ET CHARGES SOCIALES		
Avocats et stagiaires	960 070	988 927
Autre personnel	684 317	507 073
	1 644 387	1 496 000
DÉBOURS JUDICIAIRES - VOLET GRATUIT		
Civils	134 286	119 261
DÉBOURS JUDICIAIRES - VOLET CONTRIBUTIF		
Civils	451	2 559
	134 737	121 820
TOTAL	2 229 328	1 997 190

CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE MONTRÉAL

24.

Annexe 3 - suite

ÉTAT DES CHARGES SECTORIELLES - FONCTIONNEMENT
(non audité)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2025

	2025 \$	2024 \$
<u>BUREAU D'AIDE JURIDIQUE DROIT DE L'IMMIGRATION</u>		
OPÉRATIONS		
Ameublement et équipement de bureau	4 008	7 921
Autres frais administratifs	5 294	4 981
Bibliothèque	1 157	721
Cotisations professionnelles	13 945	12 872
Entretien et réparations	609	716
Formation professionnelle	4 315	5 843
Fournitures de bureau et papeterie	11 824	17 072
Frais de déplacement	2 247	2 947
Frais postaux	300	611
Loyer, taxes et permis	271 675	281 135
Services professionnels	3 333	10 527
Télécommunications	3 961	8 162
Intérêts sur la dette à long terme	9 782	10 678
Amortissement des immobilisations corporelles	58 810	70 665
	391 260	434 851
TRAITEMENTS ET CHARGES SOCIALES		
Avocats et stagiaires	1 369 960	1 570 089
Autre personnel	848 495	826 856
	2 218 455	2 396 945
DÉBOURS JUDICIAIRES - VOLET GRATUIT		
Civils	291 877	319 183
DÉBOURS JUDICIAIRES - VOLET CONTRIBUTIF		
Civils	5 195	780
	297 072	319 963
TOTAL	2 906 787	3 151 759

CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE QUÉBEC

Annexe – Bureau immigration

Exercice terminé le 31 mars 2025

		2025	2024
	Budget	Réel	Réel
Opérations			
Réunion des administrateurs	- \$	- \$	- \$
Loyer, taxes et permis	28 504	28 985	23 071
Télécommunications	2 322	2 371	794
Frais postaux	67	68	78
Fournitures de bureau et papeterie	766	688	1 460
Autres frais administratifs	727	517	520
Entretien et réparations	182	218	1 310
Ameublement et équipement de bureau	1 642	1 930	4 788
Amortissement des immobilisations corporelles	1 960	1 960	1 188
Déplacements	224	216	2 601
Bibliothèque	226	162	552
Formation professionnelle	360	104	1 281
Cotisations professionnelles	3 009	2 955	2 047
	39 989	40 174	39 690
Traitements et charges sociales			
Avocats et stagiaires	259 781	257 061	184 592
Autre personnel	108 238	102 369	46 543
	368 019	359 430	231 135
Débours judiciaires			
Volet gratuit			
Civils	30 378	42 663	10 575
Criminels	1 402	2 515	90
	31 780	45 178	10 665
Volet contributif			
Civils	187	235	-
Criminels	-	-	-
	187	235	-
	439 975 \$	445 017 \$	281 490 \$